

FLN : LES CONTESTATAIRES REVIENNENT À LA CHARGE

Une université d'été pour contourner le CC

C'est à travers sa traditionnelle université d'été que le Front de libération nationale compte entamer sa rentrée politique effective, les 9, 10 et 11 septembre à Tipasa. Un rendez-vous qui, en réalité, vient en substitution à celui statutaire mais que veut à tout prix éviter Abdelaziz Belkhadem, à savoir la session du comité central.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Que l'on se rappelle en fait le coup de force par lequel Belkhadem s'en est sorti lors de la dernière session du comité central, le 15 juin dernier à l'hôtel Ryadh de Sidi Fredj à Alger. Pourtant mis en minorité par une majorité de membres du CC qui réclamait son départ, le SG du FLN n'a réussi à ouvrir et clore immédiatement la session qu'avec l'apport d'un «renfort» d'éléments externes et étrangers, non seulement au comité central mais aussi au parti !

Belkhadem, qui pressait ce jour-là le secrétaire particulier de Abdelaziz Bouteflika, dans l'espoir d'obtenir le soutien du prési-

dent du parti, n'a pas réussi à avoir une intervention présidentielle en sa faveur, selon une source très bien informée. Mais ce qu'il obtiendra ce jour-là lui suffira pour assurer l'essentiel : sa garde rapprochée sera considérablement renforcée dans l'après-midi.

«C'était exclusivement par mesure de sécurité. D'ailleurs, à l'intérieur de la salle des conférences, ces éléments n'ont fait qu'entourer la tribune où était Belkhadem pour empêcher toute possibilité de contacts entre lui et les contestataires.»

Situation dont profitera donc Belkhadem de la manière que l'on sait. Et que, naturellement, il ne voudrait plus revivre à l'avenir.



Belkhadem persona non grata.

D'où son projet consistant à intégrer, dans la composante du comité central, l'ensemble des nouveaux députés du parti, au nombre de 221, quasiment tous acquis à sa cause.

Le groupe des contestataires veut empêcher cette opération à tout prix et n'écarte pas l'éventualité de se rendre en masse à Tipasa pour «revenir à la charge».

Dans un communiqué rendu public hier dimanche, le mouvement des «redresseurs» annonce en tout cas clairement la couleur : «Une réunion a regroupé, samedi 25 août à Draria, à Alger, les membres de la direction nationale du mouvement et les coordinateurs des wilayas. Les présents ont affirmé leur détermination à poursuivre l'œuvre collective et la coordination entre l'ensemble des cadres et militants du parti en vue d'écarter Belkhadem de la tête du secrétariat général du comité central.» Tout simplement ! C'est dire que l'ex-parti unique s'apprête à traverser une autre zone de turbulences à la veille des élections locales du 29 novembre...

K. A.

JUGEANT QUE LE POUVOIR EST AU BORD DE L'EFFONDREMENT

Le FAN plaide pour une période de transition

Le constat du Front de l'Algérie nouvelle (FAN) quant à la situation actuelle du pays est sans appel. Le bureau national du parti, que dirige l'ex-secrétaire général du mouvement Islah, Djamel Benabdeslam, exhorte tout simplement les tenants du pouvoir à ne plus faire perdre davantage de temps aux Algériens en continuant à s'agripper au fauteuil et à cesser la guerre des clans au sein du sérail.

Regrettant que le pouvoir se «déchire» au détriment des préoccupations quotidiennes du citoyen, ce parti pense que parler de la constitution d'un nouvel exécutif ou d'élections locales constitue véritablement un saut dans l'inconnu au vu de la paralysie ambiante qui caractérise le pays.

Une situation caractérisée par de récurrentes coupures d'eau et d'électricité, des feux de forêt touchant notamment la Kabylie et bien des régions montagneuses, dans lesquels le Front voit des mains criminelles qui viseraient des objectifs d'isolement, d'abandon et d'exclusion de ces localités, et ce, pour des buts inavoués.

Aussi, le FAN dénoncera la politique de création de partis politiques artificiellement gonflés pour étouffer l'option démocratique et les libertés individuelles et collectives et s'emparer ainsi de la souveraineté populaire à travers ces partis-alibi, sans projets, ni programmes et encore moins une vision de l'Etat.

Tout comme il s'attaquera à l'opération de blanchiment d'argent avec comme procédure le transfert illégal de devises à l'étranger, notamment vers l'Espagne et la Grèce, pour l'achat de biens immobiliers, prédisant «l'importation» de la crise de l'euro qui sévit dans le Vieux Continent.

Pour le FAN, l'urgence et toute l'urgence est que le système arrive à la conviction qu'il est au bord de l'effondrement emportant avec lui toutes les composantes du peuple et l'Etat dans tous ses démembrements et institutions.

Et pour ce faire, le parti de Benabdeslam plaide pour une période de transition avec comme finalité la cession du pouvoir au peuple.

Une période qui verra la prise d'un ensemble de mesures à même de concrétiser un consensus national à l'issue duquel des élections libres et transparentes viendront couronner tout ce processus.

M. K.

CONSTANTINE

Le mouhafedh du vieux parti démis de ses fonctions

A quelques jours des élections locales, activement préparées par les partis politiques, la maison du vieux parti à Constantine vacille.

Le mouhafedh du FLN à Constantine, Ahmed Habachi, élu député lors des dernières législatives a été démis de ses fonctions par le secrétaire général du parti Abdelaziz Belkhadem. Selon des sources proches du vieux parti à Constantine, accrédité de

quatre sièges à l'issue des élections législatives, la décision, prise samedi par le patron du FLN fait suite aux «multiples réclamations» portées par les militants de la formation à Constantine à l'encontre de l'ex-mouhafedh. On lui reproche entre autres, sa mauvaise gestion de l'opération de confection des listes des candidats. On lui impute, également le «score décevant» réalisé par le parti dans la circonscription électorale de Constantine. Toujours selon la même source,

toutes les activités de la mouhafadha de Constantine ont été gelées. Aussi, la gestion des affaires courantes a été confiée à Driss Magheraoui, désigné mouhafedh par intérim. Rappelons que la maison du FLN à Constantine a été traversée par de violentes turbulences à l'occasion du dernier scrutin qui ont sérieusement affecté le parti qui a connu la défection de dizaines de militants lesquels ont rejoint les nouvelles formations.

Farid Benzaid

PARTI DE LA LIBERTÉ ET DE LA JUSTICE : «Le taux d'abstention aux locales risque d'augmenter»

Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) estime que le taux d'abstention aux prochaines élections locales risque d'augmenter.

Selon bureau national du parti, les élections du 10 mai dernier étaient un «ratage». «Les dernières élections législatives ont privé l'Algérie d'une occasion précieuse de changement pacifique», lit-on dans un communiqué.

Pour le PLJ, la capacité de la nouvelle institution législative à jouer son rôle de contrôle et d'autorité légiférant est d'ores et déjà, «contestée».

Le parti souligne également l'«incapacité» des partis politiques classiques à jouer leur rôle entre le pouvoir et la société et ce, «après de longues années de fermeture politique qui ont empêché le renouvelle-



Mohamed Saïd dénonce le laisser-aller dans les secteurs publics vitaux.

ment de la classe politique».

A cela s'ajoute l'activité «réduite» du gouvernement provoquant ainsi «le laisser-aller dans les secteurs publics vitaux», ajoute le communiqué.

Le parti de Mohamed Saïd dénonce également la «dégradation» des services

publics en raison d'une «mauvaise» planification, de l'«incompréhension», de la «corruption» mais aussi de «certaines mesures improvisées, prises par le gouvernement à la hâte dans le but d'apaiser les tensions sociales».

Le traitement du «malaise» actuel passe, selon le

PLJ, par «la prise en compte de la volonté du citoyen dans la formation de ses institutions, le respect de l'Etat à travers la modernisation de la vie publique et le l'élargissement du cercle de prise de décisions», ajoute encore le communiqué.

Synthèse Rym N.